Média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lectrices et lecteurs

Politique

Un enfant de 12 ans renvoyé de son collège pour son tee-shirt « Palestine »



Par Celia Izoard
10 novembre 2026 à 09h53
Mis à jour le 10 novembre 2026 à 16h36
Durée de lecture : 8 minutes

Dans le Tarn, un élève de 12 ans d'origine palestinienne a été exclu 8 jours pour avoir porté un tee-shirt « Palestine-Intifada '48 ». 250 parents d'élèves, élus et collégiens se sont rassemblés le 9 novembre pour dénoncer une « situation de maltraitance chronique » dans l'établissement.

« J'avais mis un tee-shirt au pif, pas ma mère venait d'acheter », raconte Anwar [1] à Reporterre. Un tee-shirt vert, floqué « Palestine » devant, et « Intifada '48 » au dos. Ce jour de décembre 2025, l'élève de 6e, installé en France depuis 2017 avec sa mère palestinienne et son père égyptien-réunion, a été interpellé par la principale. « Elle m'a fait enlever mon tee-shirt, elle m'a expliqué pourquoi. » C'était la récréation et, pour qu'Anwar ne reste pas « au dans la cour » – « à justifié la chefte d'établissement à sa mère – , il s'est vu attribuer pour la journée un tee-shirt marqué « Non au harcèlement scolaire » en grandes lettres violettes, vestige d'une campagne de prévention de l'Éducation nationale.

Faute d'explications, la mère d'Anwar a pris rendez-vous avec la principale du collège de Cours-sur-Ciel (Tarn). Ce fut « une conversation à sens unique » ponctuée *« d'amalgames politiques et religieux autour du tee-shirt », a témoigné par écrit le professeur qui l'avait accompagnée. « Après vingt ans d'enseignement dans le supérieur, conclut-il, j'ai gardé un sentiment de sidération absolue face à la dureté et à l'incapacité d'écoute de la principale. »*

Ce jour-là, la mère d'Anwar n'a pas eu le temps d'expliquer ce qu'elle voulait lui dire : que *« l'expression "Intifada 48" renvoie à un contexte historique et politique palestinien précis. L'année 1948 est celle de la Nakba, la catastrophe qui a entraîné l'expulsion massive des Palestiniens. Le mot "intifada" signifie "soulèvement populaire" », a-t-elle écrit dans un courrier consulté par Reporterre. « Au sens strict, intifada en arabe veut dire "se secouer", comme un cheval se secoue pour écarter les mouches, a précisé le père. Résister, se soustraire à la domination. »*

« Intifada '48 » n'est donc pas un appel à la violence [2]. Pas plus, en tout cas, que les paroles de *La Marseillaise*.

Un cross très solidaire

L'année scolaire passe et arrive le 13 octobre 2026, date du cross du collège du Val Cérou où, traditionnellement, les élèves courent sur le stade municipal déguisés et maquillés. Pour l'occasion, Anwar et trois camarades ont prévu leur tenue : *« Quand Anwar avait dû enlever son tee-shirt, on avait trouvé ça trop injuste, impossible l'expliquer* Lucas [3]. *Alors on a mis des maillots "Palestine" pour montrer notre solidarité pendant la course. Pour qu'on pense aux dizaines de milliers d'enfants qui sont morts là-bas. »*

Quelques mètres avant de franchir la ligne d'arrivée, les jeunes de 12, 13 et 14 ans ouvrent leur blouson et découvrent leur tee-shirt et leur drapeau palestinien. Ils sont applaudis, l'ambiance est bonne. *« D'autres enfants portaient des maillots de foot "England" ou "France" et avaient des drapeaux français peints sur les joues », a décrit une mère qui a vu la course.*

> « Ils me criaient que porter ce drapeau et afficher le nom de la Palestine dans le contexte actuel était illégal »

La mère d'Anwar a raconté la suite : *« Soudain, l'atmosphère a changé. Les enseignants se sont tendus et ont commencé à courir derrière Anwar pour l'arrêter. Au début, je ne comprenais pas ce qui se passait. J'ai couru derrière eux pour essayer de comprendre. Ils me criaient que porter ce drapeau et afficher le nom de la Palestine dans le contexte actuel était illégal et qu'il devait respecter les lois du pays. »*

Les professeurs demandent aux garçons de retirer leur tee-shirt, ils refusent. La principale appelle immédiatement les gendarmes, qui obligent les enfants à se dévêtir et photographient les tee-shirts. Les parents de deux élèves reçoivent quelques jours plus tard un avis d'exclusion de deux jours pour *« action politique ou religieuse dans l'établissement ». Anwar, lui, a été mis à pied trois jours en raison, selon la principale, de son statut de « récidiviste ». Il a été convoqué en conseil de discipline en vue d'une possible exclusion définitive.*

Pas d'interdiction des « signes politiques » à l'école

« Je ne vois rien qui interdise le port de ce vêtement, analyse Claire Dujardin, l'avocate consultée par les parents d'Anwar. La loi de 2004 sur la laïcité exige la discrétion religieuse à l'école. Le devoir de neutralité ne s'applique qu'aux agents du service public. La liberté de conscience et la liberté d'expression de l'élève sont protégées par le Code de l'éducation. » Avec des marges d'appréciation délicates — elles ne doivent pas *« contrevenir à l'enseignement ou à l'ordre public dans l'établissement » — et des circulaires qui n'ont jamais mis fin à cette controverse très française.*

Pour clarifier les choses, en février 2025, 63 députés du Rassemblement national ont déposé une proposition de loi interdisant *« la part de signes ou de tenues manifestant de manière ostensible une appartenance religieuse ou politique dans le cadre scolaire et universitaire ». Le texte est actuellement en examen à la Commission des lois.*

> « La France a reconnu l'État de Palestine. Pourquoi serait-il interdit de porter le nom de ce pays ? »

Pour le père d'Anwar, *« il y a deux poids deux mesures. À notre arrivée en France, la classe de l'école primaire était couverte de drapeaux ukrainiens pour accueillir cinq enfants réfugiés de la guerre. La France a reconnu l'État de Palestine. Pourquoi serait-il interdit de porter le nom de ce pays ? »*

Ce qui choque unanimement les parents qui se sont rassemblés le 9 novembre devant le collège, c'est le climat de répression pure, *« l'absence totale de dialogue et de pédagogie ». « On pourrait discuter longtemps pour savoir ou doit commencer et finir l'expression politique à l'école, pointe la maman d'un collégien. Mais il est incroyable qu'à aucun moment, depuis le début, ni la principale ni les profs n'aient eu l'idée d'organiser une discussion, un cours d'histoire sur la Palestine, ni même d'interroger Anwar à ce sujet. »*

Nombreuses alertes restées sans réponse

Le jour du cross, une autre action symbolique a été éclipsée par l'affaire des tee-shirts palestiniens. Tous les garçons de 3e avaient décidé de courir à la même vitesse pour franchir ensemble la ligne d'arrivée. *« C'était notre dernier cross, on a décidé qu'on voulait ne laisser personne derrière »*, a expliqué Lucas. *« La principale était furieuse*, raconte le père de l'élève, *elle les a exclus de la remise des médailles. »*

Rassemblement devant le collège de Cordes-sur-Ciel le 9 novembre 2026. Le Dandy Manchot/CC BY-SA 4.0

Là encore, les jeunes semblent avoir inventé une solution collective à un problème auquel les adultes n'avaient pas su répondre. *« Nous alertons la Direction académique du Tarn [Dasen] sur le recrutat depuis un an et demi sur les humiliations et les violations de droits subies par plusieurs collégiens. Le défenseur des droits a été saisi il y a un an*, explique une représentante du bureau local de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). *Certains élèves souffrant de handicaps subissent les moqueries du personnel, leur accompagnement personnalisé n'est pas mis en place. Trois élèves n'ont pas eu le droit de se présenter comme délégués de classe, et l'un a été "déchu" juste après son élection. »*

Présente au rassemblement le 9 novembre, la psychologue qui exerce à côté du collège a elle aussi alerté en octobre par courrier la Dasen du Tarn sur les *« violences exercées par la directrice qui traumatise de nombreux enfants ».*

« Nous espérons obtenir un soutien extérieur, mais rien n'a bougé, conclut la porte-parole de la FCPE. *Jusqu'à cette affaire de tee-shirt : l'apothéose des dysfonctionnements de ce collège. »* Et, espère-t-elle, un *« catalyseur ».*

Quelques heures après la manifestation, la Dasen a informé les parents d'Anwar que son conseil de discipline était annulé *« au regard des tensions générées et afin de rétablir un climat serein pour l'ensemble de la communauté pédagogique et éducative du collège ».*

Contactée le 8 novembre par Reporterre, la principale du collège du Val Cérou nous a renvoyés vers la Dasen, qui ne nous avait pas répondu au moment de la publication.

On ne vas vous le cacher : à Reporterre, on est inquiets.

Entre une extrême droite omniprésente dans les médias et qui domine les sondages, un élu de température et d'incendies records, des rapports scientifiques sans cesse plus alarmants… Faire vivre l'écologie dans le débat public est un enjeu crucial.

Mais au milieu de la tempête, Reporterre garde le cap. Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis.

Chaque jour, nous enquêtons, nous explorons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez Reporterre, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 95% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais **à traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles **en accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre.
Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

👉 Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.
👉 Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.
Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.
Merci 💚

Je soutiens Reporterre

Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.

Abonnez-vous à la lettre d'info de Reporterre

- La Quotidienne
- L'Hebdomadaire
- L'Encelle, la mensuelle 100% bonnes nouvelles

Courriel

Valider

Après cet article

Entretien — Guerres et Années

Joe Sacco : « Il faut se confronter à la réalité de ce qu'est un génocide »

Notes

(1) Le prénom a été modifié.

(2) Le terme intifada fait l'objet de vifs débats dans la communauté juive. Certains s'y opposent puisque, selon eux, le terme serait antisémite : il inciterait à la violence contre Israël et les personnes juives, voire à la destruction d'Israël. Cette interprétation est contestée par des Palestiniens, pour qui ce terme n'est que l'expression d'une volonté de résistance à l'oppression israélienne.

Politique Libertés

Sur le même thème

Enquête — Politique

Conflit d'intérêts : une lobbyiste de la viande s'infiltre au bureau exécutif du Modem

Politique

Un enfant de 12 ans renvoyé de son collège pour son tee-shirt « Palestine »

Présidentielle

Raphaël Glucksmann et Yannick Jadot s'allient sur le dos de la lutte antinucléaire

Portrait — Politique

L'écologie pour reconstruire ce que le narcotrafic détruit : le combat d'Amine Kessaci

COP21

Le PDG de Total peut dormir sur ses deux oreilles : la COP n'ouvre sans mention des énergies fossiles

Entretien — Monde

Lumir Lapray détaille les recettes de la victoire contre Trump, transposables en France

Entretien — Politique

Clémence Guetté : « Les sujets écologiques sont la colonne vertébrale du nouveau programme de LFI »

Médias

Pétition contre CNews : face au racisme, l'indulgence des autorités

Articles récents

Numérique

IA : le géant Anthropic achète des turbines à gaz pour alimenter ses centres de données

Médias

La pétition pour former CNews dépasse le million de signatures, les députés ne donnent pas suite

Enquête — Politique

Conflit d'intérêts : une lobbyiste de la viande s'infiltre au bureau exécutif du Modem

Reportage — Climat

« J'en suis encore traumatisée » : victime des feux de forêts, Antalya accueille la COP31

Alimentation

Des poireaux 5,5 % plus cher : le chaos climatique fait grimper le prix des aliments

Climat

Nappes d'eau : une situation « très préoccupante » malgré le retour des pluies

Politique

Un enfant de 12 ans renvoyé de son collège pour son tee-shirt « Palestine »

Présidentielle

Raphaël Glucksmann et Yannick Jadot s'allient sur le dos de la lutte antinucléaire

À propos de *Reporterre*

Reporterre est un média indépendant dédié à l'écologie sous toutes ses formes. Le journal est géré par une association d'intérêt général à but non lucratif, et n'a donc pas d'actionnaire. Il emploie une équipe de journalistes professionnels, et de nombreux contributeurs. Le journal est en accès libre, sans publicité, et financé à 95% par les dons de ses lectrices et lecteurs.
En savoir plus

Rédaction

Reporterre
16 bd Jules Ferry
75011 Paris

Contacter Reporterre

Une question ? Consultez la FAQ

Les livres Reporterre / Seuil

RGPD

Recrutements

Conditions générales d'utilisation

(c) Reporterre – Tous droits réservésMentions légales Plan du site